

*Questions orales**[Français]***LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES MUSÉES****L'IMPORTANCE DES MUSÉES**

M. Jim Edwards (secrétaire parlementaire du ministre des Communications): Monsieur le Président, c'est aujourd'hui la Journée internationale des musées.

Les musées canadiens accueillent chaque année plus de 20 millions de visiteurs. Ces chiffres démontrent la popularité de ces institutions, à la fois comme lieux de divertissement et comme source d'éducation.

Les Canadiens n'aident pas ces centres de patrimoine et de la culture uniquement par les impôts qu'ils paient et les frais d'entrée qu'ils déboursent. Il ne faut pas oublier de plus les 20 000 bénévoles, qui donnent leur temps et leur énergie en vue d'assurer un large éventail d'activités qui mettent en valeur la richesse de nos collections.

[Traduction]

Les «amis» des musées aident leurs musées de bien des façons. Ils peuvent offrir des visites guidées pour les enfants d'âge scolaire, travailler dans les boutiques et les bibliothèques, ou organiser des manifestations spéciales.

Les «amis» siègent au sein de comités et de conseils. Ils donnent leur avis, leur encouragement et prodiguent tout leur enthousiasme pour faciliter le fonctionnement quotidienne de leur établissement.

La contribution des amis des musées a été une source d'enrichissement pour tous les Canadiens dans leur vie de tous les jours. J'estime vraiment que leur générosité mérite d'être soulignée aujourd'hui à l'occasion de la Journée internationale des musées.

* * *

LES TRANSPORTS**LA SUPPRESSION DU SERVICE DE VIA RAIL**

M. Ron MacDonald (Dartmouth): Monsieur le Président, la décision d'immoler VIA Rail est une honte. Depuis 1984, les conservateurs ont comploté pour éliminer le service-voyageurs au Canada. Le gouvernement a dupé les Canadiens de l'Atlantique.

Le ministre des Finances (M. Wilson), le ministre de Bay Street, lève des impôts, puis il s'en prend à VIA. Aucune société ne peut survivre si son budget est amputé de 1,3 milliard de dollars sur une période de cinq ans. Les pertes d'emploi seront atterrant, surtout dans la région

de Dartmouth-Halifax où quelque 322 personnes pourraient être licenciées si le service VIA est supprimé.

Il est honteux que, tout en mettant la dernière main à ces compressions, les conservateurs aient envoyé l'Office national des transports du Canada, dirigé par un certain Erik Nielsen, dans tout le pays pour tenir des audiences publiques sur l'avenir de VIA. Quelle supercherie! Quelle comédie! Pendant que le ministre des Finances s'acharnait sur VIA, le ministre des Transports (M. B. Bouchard) est resté silencieux et l'ONT a continué à se prêter à ce manège hypocrite. Les députés conservateurs qui ont juré de défendre VIA sont maintenant réduits au silence. Je demande au gouvernement de mettre un frein dès maintenant aux compressions chez VIA, de protéger les emplois de ces travailleurs et de tenir parole.

QUESTIONS ORALES*[Traduction]***LE BUDGET****LA DATE À LAQUELLE LE PREMIER MINISTRE ET LE MINISTRE DES FINANCES ONT ÉTÉ INFORMÉS DE LA DEUXIÈME FUITE BUDGÉTAIRE**

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Étant donné que le premier ministre et le ministre des Finances sont tous les deux absents, monsieur le Président, c'est au vice-premier ministre que je m'adresse.

Le jeudi 27 avril dernier, comme en fait foi le hansard à la page 1036, le premier ministre du Canada, interrogé au sujet de l'enquête portant sur l'exposé budgétaire, a déclaré ce qui suit:

Le solliciteur général a dit qu'il informerait immédiatement la Chambre de tout fait nouveau.

Hier, le solliciteur général a déclaré que la GRC était au courant depuis le début de son enquête de rumeurs selon lesquelles il y aurait eu une deuxième fuite. Autrement dit, depuis plus de trois semaines.

Or, le premier ministre a déclaré que le solliciteur général informerait immédiatement la Chambre de tout fait nouveau. Pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas respecté l'engagement qu'il a pris envers la Chambre? Je trouve incroyable que si la GRC était au courant de cette rumeur, le solliciteur général ait pu l'ignorer ou n'en ait pas parlé au premier ministre ni au ministre des Finances. Quand le premier ministre en a-t-il été informé pour la première fois, et quand le ministre des Finances en a-t-il lui-même été informé pour la première fois?